

Amérique Latine

Les organisations et réseaux nationaux et régionaux réunis au sein du Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS) Région Amérique Latine, ont adopté, à la suite d'un débat collectif tenu dans la ville de Lima en Novembre 2007 une Charte des Principes.

CHARTRE DES PRINCIPES (Extraits)

PRÉAMBULE

Considérant que l'économie sociale et solidaire est basée sur les valeurs humaines et les principes de solidarité qui favorisent la reconnaissance de l'autre comme fondement de l'action humaine et axe de renouvellement des politiques, de l'économie et de la société; et qu'elle est une économie qui englobe l'ensemble des activités et organisations à caractère communautaire, associatif, coopératif, mutualiste et autres formes collectives, créées pour répondre aux besoins d'emplois et de bien-être des peuples, ainsi que les mouvements citoyens orientés vers la démocratisation et la transformation de l'économie; Affirmant notre engagement à travailler pour la réalisation des objectifs du RIPESS dans la Région Amérique Latine, conformément à sa mission; Définissant la présente charte comme l'expression d'un pacte social et éthique unissant les différents membres du RIPESS Amérique Latine;

NOS CONVICTIONS

Le RIPESS Région Amérique Latine est convaincu que le développement des capacités humaines est fondamental pour la transformation du monde, et que cela n'est possible qu'à travers les actions collectives structurées en réseaux de solidarité et par le biais de la production et l'échange des connaissances et des ressources. Le RIPESS Région Amérique Latine croit que l'économie doit permettre aux hommes et aux femmes de satisfaire leurs besoins et ambitions, sans compromettre les

possibilités des générations futures à subvenir aux leurs.

NOS VALEURS

L'humanisme, la démocratie, la solidarité, l'inclusion, la subsidiarité, la diversité, la créativité, le développement durable, l'égalité, équité et justice pour toutes et tous, le respect et l'intégration des pays et des peuples, dans la promotion d'une économie plurielle et solidaire.

NOTRE MISSION

La mission du RIPESS est la construction et la promotion de l'économie sociale et solidaire, en tenant compte de la dimension sociale et éthique dans l'activité économique.

Cela consiste à produire, échanger et consommer des biens et services correspondant aux besoins réels des communautés locales et internationales et la création de liens harmonieux dans la compétition économique.

Cette économie sociale et solidaire revalorise la primauté du rôle du travail sur le capital. Elle a pour finalité la satisfaction des besoins des personnes et des collectivités plutôt que la recherche du lucre ou des gains financiers.

Les entreprises d'économie solidaire sont basées sur un mode de prise de décisions démocratiques et une gestion participative et transparente qui garantissent une appropriation collective des résultats de l'activité, une motivation et une contribution soutenues contribuant à leur réussite.

Leur contribution se mesure à travers l'incidence sur le développement local, national et

international, notamment par la création d'emplois permanents, le développement de l'offre de nouveaux services, l'amélioration de la qualité de vie, la contribution à l'équité de genre, la protection de l'environnement et la création de richesses dans des conditions éthiques.

NOS OBJECTIFS

- Promouvoir les principes, valeurs et pratiques, ainsi que la mise en réseaux des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans les espaces locaux, nationaux, régionaux et internationaux.
- Renforcer les dynamiques d'échange et le dialogue entre les différentes manières de penser l'économie sociale et solidaire
- Promouvoir les initiatives économiques innovantes dans une perspective de développement interne et autocentré de nos sociétés, dans la critique du modèle néolibéral et son système de domination colonial.
- Défendre la diversité interculturelle, la démocratie et la participation populaire dans le développement intégré des communautés.
- Promouvoir la création et le développement des entreprises à finalité sociale.
- Influencer positivement le changement des politiques en faveur des secteurs populaires et sociaux, aussi bien dans les pays que dans les organismes multilatéraux et les institutions internationales pour une répartition plus équitable des ressources et des opportunités.

L'atelier n°7 «Participation démocratique et ancrage territorial» de LUX'09

2 prochaines étapes régionales sont programmées:

- La plate forme «Changer d'échelle du local à l'Europe» organise via, son référent, Alain Laurent, sa **2^{ème} étape régionale** sur le thème **«Le tourisme responsable, laboratoire d'une économie territoriale plus solidaire, coopérative et culturelle»**. Les **27 et 28 mai** se réuniront à **Lempdes près de Clermont-Ferrand (Fr)**, les grandes familles des acteurs du tourisme «responsable», des partenaires auvergnats, malgaches, bosniaques et maliens de la coopération décentralisée régionale, des collectivités territoriales, des distributeurs, des centres ressources et des universitaires. L'idée ? Connaître, se reconnaître, évaluer les marges de progrès des uns et des autres mais aussi les difficultés et les contraintes. Comment considérer le territoire lorsque l'activité est mondiale, volatile, saisonnière et fortement concurrentielle ? Comment espérer maîtriser l'offre, la demande, les flux, au bénéfice des habitants, des territoires et des patriotes ? Comment construire les partenariats nouveaux qu'exige une progression de qualité globale dans le secteur ? Beaucoup d'enjeux croisés, qui tous, relèvent de l'invention d'une économie plus créatrice de valeur ajoutée sociale, culturelle et environnementale. Le milliard de voyageurs prévu dès 2010 exige, au minimum, de réfléchir aux indispensables évolutions du modèle actuel: intenable à long terme, inéquitable par nature et perturbateur quoiqu'il arrive.
- La **3^{ème} étape** de notre itinéraire nous conduira au **Grand Duché de Luxembourg les 18 et 19 juin 2008** pour aborder le thème **«Développement local et économie solidaire: le cas d'OPE»**. Ce réseau d'économie solidaire a été créé il y a dix ans pour faire face au problème de l'emploi de nombreux jeunes et d'adultes en cherchant des réponses dans l'organisation du développement local. La société civile a su mobiliser les pouvoirs publics nationaux et communaux (52 des 116 communes du pays) et le réseau s'organiser en trente centres d'initiative de gestion locaux (CIGL), régionaux ou sectoriels, qui gèrent plus de 750 emplois avec l'appui d'un centre de ressources. OPE est en train de définir sa conception de l'entreprise de l'économie solidaire au Luxembourg. «Valeurs sociétales, économiques et environnementales, principes de développement local et durable, de cohésion sociale, de gouvernance, de bien-être au travail, de formation tout au long de la vie, d'égalité des chances...». De l'expérience singulière à la valeur exemplaire jusqu'à la portée générale, un projet de statut d'Association d'intérêt collectif est en construction. Il sera prochainement soumis aux autorités luxembourgeoises.

URGENCI

est un des partenaires ayant une responsabilité conjointe pour le thème n° 6 de la 1^{ère} série d'ateliers de 'LUX09.

Le contexte

Du 26 au 29 janvier 2008, URGENCI, le réseau international de l'Agriculture Soutenue par la Communauté (le système des AMAP - Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne - en France) s'est réuni pour son 3ème colloque des partenariats locaux et solidaires entre producteurs et consommateurs. Ce colloque a eu lieu à Aubagne, dans l'arrière-pays de Marseille, dans la Région Provence Alpes Côte d'Azur du Sud Est de la France. Le siège d'URGENCI se trouve dans cette ville, d'une population de 95,000 habitants. Le système de l'agriculture soutenue par la communauté fut fondé au Japon il y a quarante ans (système du Teikei), basé sur une logique de soutien local aux jeunes agriculteurs désireux de s'installer. Ce mouvement est encore aujourd'hui une filière porteuse et dynamique de production et de distribution de produits agricoles, alors que de nombreux Japonais affichent leur préférence pour l'achat en circuit court en contact direct avec le producteur et maintiennent leur intérêt traditionnel pour la consommation de fruits et de légumes frais et biologiques, en opposition à un mode d'approvisionnement plus impersonnel. Les allocutions d'ouverture ont rappelé à l'assistance quelques unes des dures réalités actuelles du monde agricole de notre planète. Il y a plus de 1,3 milliards d'agriculteurs dans le monde, qui pour la plupart souffrent de la faim. Ceci est l'ultime ironie car il s'agit bien de ceux qui produisent notre nourriture. L'accès à la nourriture et à l'eau constitue une question clé dans la société un peu partout dans le monde aujourd'hui, et leur rareté accrue est devenue une source de conflits. L'agriculture est une filière de production qui ne peut se réaliser en offshore ni être facilement délocalisée. Il existe tôt ou tard un risque réel de famine mondiale, car le marché agro-alimentaire est contrôlé par des intérêts qui sont en contradiction avec ceux des citoyens eux-mêmes. Trop souvent, les populations sont dépourvues des moyens de décider de ce qu'elles souhaitent cultiver et manger. Ceci soulève les questions fondamentales de la sécurité et de la souveraineté alimentaire.

Pas de recette unique: l'inventivité est un levier universel

Des participants venus de 15 pays du monde entier (à l'exception de l'Amérique Latine et l'Australie) ont témoigné de leurs expériences diverses. L'impression d'ensemble était qu'il n'existe ni recette ni approche unique. Les dénominateurs communs sont ceux des

Mai, le mois des histoires qui nous parlent...

Deux ans et demi déjà que nous publions cette newsletter. INEES a grandi. Il devrait bientôt pouvoir lâcher la main du Réseau Objectif Plein Emploi qui l'a aidé et soutenu dans l'objectif de créer un véritable Institut de Recherche-action qui puisse alimenter la réflexion sur la promotion et la reconnaissance d'un 3ème pilier économique entre économie privée et économie publique, notre credo depuis le début. Mais les relations resteront très fortes.

Nous nous sommes également engagés dans l'organisation des 4èmes rencontres internationales de «Globalisation de la Solidarité» qui auront lieu pour la 1ère fois en Europe en Mai 2009. Nous sommes très fiers de cela et d'avoir eu la confiance de la communauté internationale de l'économie sociale solidaire. Ce forum va d'ailleurs débuter très bientôt. Ainsi le **14 Mai à 10 h 00** nous activerons notre site internet dédié à Lux'09 - www.lux09.lu et avec lui des forums interactifs de discussions en ligne modérés par l'ensemble des organisations européennes qui se sont engagées collectivement dans la construction du programme d'ateliers de son animation. Le site sera disponible en 4 langues. INEES s'est renforcé avec l'embauche de Catherine Van Ouytsel qui va se consacrer à plein temps à l'organisation et au suivi de l'évènement. L'échelon international va aussi apporter sa contribution (cf. compte-rendu du CA du RIPESS ci-dessous).

Une fois le site activé, vous aurez accès à l'avancement de l'organisation et des nouvelles des réseaux. Ainsi cette newsletter devrait évoluer vers une formule plus académique, mais toujours dans le souci de proposer des croisements entre chercheurs, acteurs, représentants des autorités publiques, des syndicats ...

Nous avons beaucoup de projets en ce sens et nous aurons l'occasion d'y revenir dans ces colonnes.

Eric Lavillunière - INEES

circuits directs ainsi que le paiement d'avance aux producteurs qui leur permet d'éviter certaines difficultés classiques de trésorerie. Une caractéristique clé est celle de l'inventivité, du tissage de liens locaux et de la recherche de solutions qui correspondent à la culture locale dans la réalisation mutuelle que l'économie solidaire et le développement local sont inextricablement mêlés. Ceci peut se résumer au mieux par le slogan «Semer pour nourrir et connaître l'agriculteur» Un indicateur significatif sur le plan linguistique lors des témoignages des agriculteurs et des consommateurs était l'utilisation forte des pronoms possessifs «mon» et «mes»: les uns et les autres se référant à «mon agriculteur» et «mes consommateurs», quel que soit le pays.

On constate des variations significatives dans les démarches mises en œuvre dans le cadre des projets d'AMAP, ASC, Teikei, ainsi qu'un degré variable d'engagement des consommateurs, qui va de la participation des consommateurs dans les travaux des champs à l'auto-cueillette par les consommateurs, en passant par une grande diversité de pratiques: collecte des paniers à la ferme par les consommateurs, mise à disposition des ingrédients des paniers en vrac par le producteur puis préparation des paniers par un groupe de consommateurs à l'intention des autres membres, points de livraison centralisés, et même livraison individuelle des paniers chez les consommateurs.

En Afrique, où la notion de la relation personnelle a une grande importance, les familles aiment acheter directement leurs produits auprès d'agriculteurs qu'elles connaissent. Cependant le dumping des produits importés à bas coût est une difficulté majeure à laquelle ce continent est aujourd'hui confronté. La mainmise des multinationales qui menace et qui serait le résultat de la signature des accords APE (Accords de Partenariats Économiques) imposés par l'OMC est une chose à combattre à tout prix si l'agriculture paysanne doit survivre.

Les différences de culture et un changement de paradigme

En Europe et en Amérique du Nord, un pourcentage significatif de jeunes agriculteurs n'ont pas d'ancrage familial dans le monde agricole. Leur vocation s'inscrit dans un mouvement général néo-rural et dans le désir de découvrir ou redécouvrir un sens plus authentique des valeurs et de la vie. L'intérêt qu'ils portent à l'agriculture biologique, au réseautage et à l'engagement dans le développement local durable, est principalement freiné par la difficulté qu'ils rencontrent à accéder à de petites parcelles de terre. Il existe aussi dans plusieurs pays un pourcentage grandissant de maraîchers qui se détournent des pesticides pour se reconvertir à l'agriculture biologique, au fur et à mesure qu'ils se rendent compte des dangers sanitaires engendrés par certaines pratiques agricoles. Une question restant ouverte pour les producteurs est celle de l'importance des coûts de production par rapport à leur capacité à vendre leurs produits à un prix satisfaisant l'ensemble des acteurs dans un mode gagnant-gagnant, qui permettrait au consommateur comme au producteur de trouver leur compte.

Au niveau des consommateurs, il existe de nombreuses différences culturelles qui entrent en jeu. Malgré la conscience que l'alimentation est un besoin vital et qu'une nourriture saine est importante, les pressions de la vie urbaine moderne ont amené la plus grande partie de la population à se tourner vers la consommation de plats préparés, de conserves et de produits issus d'une production industrielle qui coûtent généralement moins chers que les produits frais.

Cependant de plus en plus de personnes ont une conscience accrue qu'une nourriture produite sainement a des effets positifs sur la santé de ceux et de celles qui la consomment. En Italie, le mouvement du «slow food» occupe maintenant un terrain important. Dans beaucoup de villes des pays développés, les «bobos» et bien d'autres

Le Conseil d'Administration du RIPESS

a eu lieu à Montréal 28, 29 février et 1^{er} mars 2008.

Principales décisions:

1) Concernant la rencontre Lux'09:

Adopter la présentation de la 4^{ème} Rencontre de la Globalisation de la solidarité - Lux'09 en mai 2009 - présentée par l'INEES au nom du Comité de Pilotage Européen.

- Créer une commission de la déclaration de la rencontre.
- Inclure des co-responsables des autres continents dans la préparation des ateliers thématiques.
- Donner plus de place aux rencontres continentales afin d'y discuter de la gouvernance du RIPESS.
- Proposer des thèmes pour les plénières avec les élus, les institutions internationales et les mouvements de la société civile, reliés aux alliances stratégiques du RIPESS.
- Tel que prévu dans le programme, toute organisation peut proposer de prendre en charge l'organisation de nouvelles activités: les jeunes, les femmes et les peuples autochtones sont des thématiques qui pourraient être ajoutées.
- Pour Lux'09, les organisations du Nord s'autofinanceront et les organisations du sud feront des recherches de financements avec l'appui des organisations du Nord.
- Prospections sur l'origine des participants (1000 prévus): Amérique du Nord: de 150 à 200, Afrique: de 100 à 150, Asie: 50, Australie: 100, Europe: 400, Luxembourg: 200, Amérique Latine: 35 à 50 et ONG du Nord: (environ 150 financements).

2) Gouvernance du RIPESS:

- Accepter la démission du président Abdou Salam Fall et lui exprimer des remerciements pour le travail accompli.
- Remplacer la fonction de président du RIPESS intercontinental, par une coordination de pilotage collégiale. La coordination du groupe de pilotage sera assumée provisoirement par Nedda Angulo, du Pérou, et par quelqu'un de l'Europe en tant que suppléant, durant une période de 14 mois. Le nom de la personne d'Europe sera confirmé prochainement par le CP Européen Lux'09.
- Un comité de travail composé de Nedda Angulo (Pérou), David Thompson (Australie) et Ethel Coté, (Canada) doit faire des propositions pour une nouvelle structuration du RIPESS. Elles seront débattues et adoptées lors du forum Lux'09.

3) Plan d'action du RIPESS jusqu'à avril 2009

Des pistes d'actions stratégiques ont été suggérées pour les prochains 14 mois et seront proposées au réseau par Nedda Angulo. Les objectifs généraux:

- Garantir une participation élargie au niveau mondial à Lux'09
- Consolider le réseautage en Europe
- Impliquer les grandes organisations de la société civile
- Réfléchir à la représentation du RIPESS auprès de grandes institutions internationales (i.e. PNUD, etc.)
- Soutenir le réseautage en Afrique et en Asie
- Poursuivre la communication interne et externe (site Web et bulletin électronique), ainsi que la levée de fonds pour faire fonctionner le réseau, améliorer la gouvernance, organiser le patrimoine (archives, bases de données, gestion et administration).

Autres décisions:

- Fermer le Secrétariat du RIPESS Intercontinental de Dakar. Des responsabilités intercontinentales seront assumées par 3 secrétariats techniques (ou équivalents) dans les continents suivants: en Amérique Latine, la coordination intercontinentale et les relations avec les institutions internationales; en Afrique, le site Internet et le bulletin; en Amérique du Nord, la recherche de financement. La coordination générale de Lux'09 est assumée par l'INEES et le Comité de Pilotage Européen.
- Il est suggéré de mobiliser les ressources pour organiser une réunion du CA du RIPESS intercontinental à Montevideo en octobre (22-23-24) 2008 à l'occasion de la 3^{ème} Rencontre continentale de RIPESS-Amérique Latine.

Les réseaux USSEN (USA), CCEDNET (Canada), GESQ (Québec) membres du North American Network of Solidarity Economy (NANSE) ont décidé de se constituer en RIPESS North America.

De plus, une publication sur l'économie solidaire vient de paraître. Elle reprend des éléments de discussions qui ont été débattus lors du dernier Forum Social US de juin 2007 à Atlanta. Une adresse pour le commander:

<http://books.lulu.com/content/2102869>

.... suite de la page 1 **URGENCE**

catégories de la population sont attirés par le système de l'ASC, qui devient une pratique de plus en plus généralisée et socialement acceptable. Les citoyens retournent à leurs racines, réapprennent le plaisir de cuisiner, et découvrent et redécouvrent de «nouveaux» légumes et aliments. Souvent, les groupes de consommateurs fournissent des recettes en accompagnement des paniers pour aider les membres à redécouvrir les différentes manières de préparer les anciennes variétés de légumes qui sont parfois méconnues.

L'importance du soutien des autorités locales aux différents projets

On retrouve deux caractéristiques clés dans les projets d'ASC, d'AMAP et de Teikei dans le monde: une nouvelle détermination exprimée par les citoyens de changer la mauvaise qualité de la nourriture qui leur est proposée, et les difficultés rencontrées pour accéder à la terre pour produire et se nourrir. A partir de la base et des citoyens, ceci a généré une très forte détermination d'agir et de changer les choses qui prend de l'ampleur. Le rôle des réseaux au plan mondial contribue largement au développement de l'expression de la citoyenneté.

Les autorités locales d'Aubagne ont su donner des exemples nombreux et importants. Des terres agricoles ont ainsi été sauvées des menaces du développement foncier. Une agriculture périurbaine fait désormais partie intégrante du paysage, tout comme à Milan en Italie et dans un nombre croissant d'autres villes. De jeunes agriculteurs de la région d'Aubagne ont reçu le soutien des autorités locales et ont pu ainsi accéder à de petites exploitations, et le dispositif des AMAP se porte bien. L'importance de ce soutien des autorités locales ne doit pas être sous-estimée, car c'est seulement par une approche multi-partenariale large, où chacun assume sa part de responsabilité, que les rôles respectifs de chacun - autorités locales, producteurs et consommateurs - peuvent se conjuguer pour permettre au système des AMAP/ASC/Teikei de devenir un lieu de réelle gouvernance et de citoyenneté.

Judith Hitchman

L'Appel du Mont-Blanc

Plus d'une centaine de dirigeants et d'acteurs d'organisations d'économie sociale, de représentants d'institutions internationales, d'universitaires et de citoyens ont déjà signé l'Appel du Mont-Blanc en faveur d'une économie sociale forte et active, partout dans le monde.

Cet appel international, lancé lors des 3^{es} Rencontres du Mont-Blanc en novembre 2007 par des leaders provenant de 25 pays, veut susciter des actions d'économie sociale concertées afin de mettre l'humain au cœur de la mondialisation !

Face aux inégalités qui s'accumulent, l'économie sociale, à l'échelle internationale, veut répondre à ceux «qui seraient portés à croire qu'il n'est plus possible d'agir autrement».

Dans cet Appel, les dirigeants et acteurs de l'économie sociale nous invitent à nous organiser collectivement pour découvrir les voies de l'avenir et les ressources afin de nous y engager avec succès.

Forts de cette conviction, les acteurs de l'économie sociale, représentant des organisations de toutes tailles à travers le monde, s'engagent à investir d'abord dans les secteurs d'activité suivants: les transports collectifs, l'alimentation, le tourisme durable, les activités culturelles, la formation, les services aux personnes, le logement social, les services financiers socialement responsables, l'efficacité énergétique, et l'énergie renouvelable.

Les signataires de l'Appel du Mont-Blanc entendent ainsi soutenir «qu'en agissant collectivement et courageusement, une nouvelle manière de faire l'économie pourra contribuer puissamment à la construction d'un monde meilleur, plus juste, dans lequel l'être humain et la nature auront trouvé la clé d'une cohabitation marquée par l'harmonie et le respect.»

Consultation et signature en ligne sur le site <http://www.rencontres-montblanc.coop>

La signature de l'Appel du Mont-Blanc est ouverte à tous !

Etude comparative sur les entreprises sociales d'insertion par le travail (ESIT) en Europe, réalisée par le Réseau EMES

Cette note présente les principaux résultats d'une analyse comparative européenne sur «la performance socioéconomique des entreprises sociales (ES) dans le domaine de l'intégration par le travail» (E.S.I.T.). Cette enquête, intitulée PERSE (selon l'acronyme en anglais), a été réalisée par le réseau de chercheurs EMES au cours des années 2002, 2003 et 2004 dans le cadre du 5^{ème} programme de Recherche de l'Union européenne dans 11 pays de l'UE: Belgique (Région wallonne), Danemark, Finlande, France, Allemagne, Irlande, Italie, Portugal, Espagne, Suède et Royaume-Uni. Les buts de cette enquête, des études par pays et du rapport comparatif final étaient de mieux connaître les caractéristiques des entreprises sociales d'intégration par le travail et le profil de leurs travailleurs. Il s'agissait aussi de tester et d'explorer plusieurs hypothèses de recherche, en vue de conforter les éléments d'une théorie de l'Entreprise sociale, développée dans le cadre de travaux antérieurs d'EMES.

http://www.emes.net/fileadmin/emes/PDF_files/News/2007/23.07_Etude_EMES_CNIAE.pdf

L'événement pancanadien annuel de développement économique communautaire !

Du 21 au 24 mai 2008, à l'université de Saskatchewan, Saskatoon, Saskatchewan

Chaque année, le Réseau canadien de DÉC tient un congrès pancanadien pour réunir les personnes œuvrant en faveur des activités communautaires destinées à améliorer les conditions sociales et à créer des débouchés économiques au Canada et ailleurs dans le monde. En tant qu'événement le plus important consacré au DÉC au Canada, le congrès a pour but de:

- renforcer les praticiennes et praticiens et les organismes de DÉC;
- promouvoir un cadre stratégique pancanadien en matière de DÉC;
- contribuer au perfectionnement des compétences et au renforcement des capacités;
- mieux faire connaître le DÉC en tant qu'approche viable de revitalisation économique des collectivités canadiennes.

Le congrès attire chaque année plus de 400 praticiennes et praticiens de DÉC, représentants de la société civile, fonctionnaires, propriétaires d'entreprises, créateurs de coopératives et universitaires. Au programme: des dizaines de séances d'apprentissage et de partage d'information, des conférenciers d'honneur stimulants, des occasions de réseautage et des visites de sites locaux. Les participantes et participants à l'événement ont l'occasion de s'arrêter un instant et de se pencher sur les accomplissements du Réseau depuis ses débuts, et de se réunir pour élaborer une vision en vue de l'atteinte d'objectifs communs.

VIII^{èmes} Rencontres internationales du Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire (RIUESS)

Economie sociale et solidaire, développement, mobilité et relocalisations.

A l'Universitat Abat Oliba CEU Barcelone les 8 et 9 mai 08

A travers la compréhension et l'analyse critique, on examinera en quoi acteurs et chercheurs de l'ESS, consolident, réhabilitent, inventent des systèmes de production et d'échanges de biens et de services respectueux des écosystèmes et des solidarités sociales et mieux adaptés à la préservation des équilibres fondamentaux; et comment sont intégrées la vigilance sociale et environnementale, l'implication dans la décision politique, la coopération de proximité entre producteurs et consommateurs et la solidarité internationale.

Les modalités qui sous-tendent des réalisations et des recherches attachées à ces dimensions analyseront les enjeux de la relocalisation de l'économie et de la coopération des territoires, le développement local, la démocratisation de l'entreprise, la réorientation de la finance, la reconversion des échanges Nord Sud et la promotion de la mixité sociale et culturelle entre autres.

En Français et Espagnol - Pour plus de renseignements en français voir le site d'INEES www.inees.org et en espagnol www.oesolidaria.org